

Bref

R H Ô N E - A L P E S

Ain
Ardèche
Drôme
Haute-Savoie
Isère
Loire
Rhône
Savoie

Haute-Loire
Jura
Puy-de-Dôme
Saône-et-Loire

2 mars 2011 - n° 2026

L'actualité des entreprises et des collectivités régionales

► Dans ce numéro

Audacia	4
Autoroute ferroviaire alpine	7
Avenport Investment	2
Axa Private Equity	5
Barclays PE	5
Bel	12
BTampon	5
Cemex Bétons	3
CHU de Saint-Etienne	8
Colas Rail	6
Comptoir Forézien du Roulement	7
Conseil Régional	1-8
Crédit Agricole	
Sud Rhône-Alpes	3
Electric Car	2
Energy Pool	7
Everial	2
Evian-Thonon-Gaillard FC	3
Ferme aux Crocodiles	6
Fermob	5
Frappa	2
Fromagers Fermiers du Peytot	6
Garibaldi Participations	4
Gerflor	5
Groupe Seb	4
Haulotte	3
HEI	4
ICG	5
Isère Tourisme	8
Jiva Hill Hôtel Park	4
Jousseau	4
Mercure Grenoble	
Président	7
Nixen	5
OL Groupe	2
Patrick Font	5
Peretti	12
Photowatt	4
Proxi-Business	4
Raidlight	4
Revol Porcelaine	3
SA Mercier	2
Savoie Technolac	7
SNCF	12
Somfy	5
Sopra Group	5
Team Partners	2
Transports Perrocheau & Fils	6
Vertical	4
Ville de Saint-Etienne	8

Le retour de l'industrie et du local

Chef de file des politiques économiques territoriales, le Conseil Régional vient d'adopter sa nouvelle "Stratégie de développement économique et d'innovation 2011-2015". Une direction tracée pour les cinq années à venir, qui confirme le retour de valeurs qu'on avait cru définitivement balayées par internet et la mondialisation. A la lecture d'un rapport dense de plus de 70 pages, deux idées fortes émergent de l'océan de principes énoncés. Primo : l'industrie n'est pas (plus ?) un gros mot ; elle reste l'une des principales composantes de Rhône-Alpes et constitue une priorité. Secundo : les petites entreprises locales, qui participent pleinement à l'équilibre social des territoires, doivent être accompagnées.

Il faut donc "soutenir et consolider l'industrie". Première région française de sous-traitance et sur le podium dans de nombreuses filières, Rhône-Alpes a perdu plus de 20 000 emplois industriels en une seule année de crise. Et, depuis, n'en a reconstitué qu'un tiers. C'est pour anticiper ces mutations industrielles et lutter contre les délocalisations que la Région veut constituer un outil régional d'intelligence économique : recueil et analyse de données, veille sur les entreprises, gestion territoriale de l'emploi et des compétences, doivent permettre de prévenir les crises. Pas vraiment révolutionnaire ! On est même surpris qu'un tel outil d'expertise n'existe pas encore, compte tenu des nombreux acteurs déjà en place. La remarque vaut d'ailleurs pour l'immobilier d'entreprises, autre levier de l'industrie, pour lequel la Région souhaite mettre en place des outils mutualisés d'observation foncière. Dans ce domaine, elle "s'assurera d'une couverture territoriale de pépinières" destinée à accompagner les créateurs d'entreprises, et participera à la requalification des friches industrielles tout en luttant contre l'éparpillement des zones d'activités, jugées trop nombreuses. Autre priorité régionale : l'économie de proximité. Le commerce, l'artisanat, les services à la personne, l'hôtellerie-restauration, les petites entreprises

ou encore l'agriculture, parce que non délocalisables, atténuent les soubresauts de la conjoncture. D'où l'intérêt porté par la Région à la création d'entreprise, aux circuits agroalimentaires courts ou à l'urbanisme commercial.

Comme sur d'autres thématiques tout aussi essentielles (innovation, international, promotion des territoires, économie sociale et solidaire, politique de filières, accès des entreprises aux financements), la Région entend être l'acteur de référence, celui qui donne l'impulsion et coordonne les (trop ?) nombreux intervenants déjà en place : collectivités, agences (Erai, Ardi, Aderly...), clusters, pôles de compétitivité, CCI, services de l'Etat, syndicats professionnels... Mais ce rôle de stratège trouvera ses limites dans le budget qu'elle consacre chaque année à l'action économique (au sens strict : 202 millions d'euros, sur les 2,4 milliards d'euros de son budget total). Et dans le flou institutionnel : l'Union Européenne veut renforcer ses liens avec les Régions, mais l'Etat réinvestit le champ de l'économie (Oséo, UbiFrance, Ademe, Fonds stratégique d'investissement, Pres...) ; et l'émergence des Métropoles pourrait elle aussi brouiller le jeu.



L'économie du village de Champfromier (Ain) est animée par l'industriel du cru MGI Coutier (4 200 pers. dans 22 usines à travers le monde).

Didier Durand

ddurand@brefonline.com